

18 octobre 2004

Point de presse de M. Jean Charest, premier ministre du Québec

[ M. Charest:] Oui, bien, c'est une belle journée aujourd'hui, on va assermenter Mme Yolande James, députée du comté de Nelligan, et c'est pour nous une journée importante, une belle journée parce qu'on marque l'histoire, mais surtout elle est jeune et elle incarne la relève pour nous à la fois dans le parti et à l'Assemblée nationale. Alors, c'est une belle journée aujourd'hui.

[ Journaliste: ...de la fin de semaine des événements au Parti québécois était la stratégie nouvelle de Bernard Landry.]

[ M. Charest:] Je constate qu'en sortant d'un forum où les Québécois plus que jamais veulent que nous fassions équipe, le Parti québécois a décidé de faire cavalier seul et donc de se marginaliser. On a débattu pendant des mois et surtout pendant trois jours des enjeux de la santé, de l'éducation, de la famille, au Parti québécois, bien, ils ont choisi de rester sur un seul sujet qui est le leur.  
[ Journaliste: Une opposition affaiblie, est-ce que ça vous convient?]

[ M. Charest:] Je vous laisse l'analyse, nous, on va continuer avec un programme législatif qui est quand même assez ambitieux. On a eu... on a un automne qui a déjà été chargé avec les conférences fédérales-provinciales, l'opposition fera son travail, et je ne m'attends pas à ce qu'on me donne congé.

[ Journaliste: Justement, Jean-François Lisée a dit que c'était un passeport – on sait que vous vous êtes servi de votre passeport pendant la campagne référendaire – mais est-ce que pour vous, c'est vraiment un passeport pour un deuxième mandat?]

[ M. Charest:] Je ne tiens rien pour acquis, moi, je vous laisse l'analyse. Ce que je sais, c'est que les Québécois, eux, ont souhaité ardemment qu'on fasse équipe au Québec, qu'on travaille ensemble sur les priorités de la santé, de l'éducation, de la famille et, au Parti québécois et chez M. Landry, ils ont décidé de faire cavalier seul et de parler de souveraineté et de stratégies référendaires.

[ Journaliste: Ce n'est pas des mauvaises nouvelles au plan électoral...]

[ M. Charest:] Moi, je n'essaie pas de départager tout ça, ce que je sais, c'est, nous, on s'est orienté vers des priorités qui sont autres et on veut le faire en équipe avec les Québécois, on veut travailler avec les Québécois, ça a été le sens des trois jours de dialogue que nous avons eus au Forum des générations. Pour moi, ça incarne très bien l'état d'esprit de la population du Québec et de ses leaders qui n'ont pas demandé qu'on refasse des stratégies référendaires, ils ont voulu qu'on fasse équipe, et qu'on se concentre sur les enjeux qui les touchent dans leur vie de tous les jours.  
[ Journaliste: ...M. Charest, ils sont nombreux, les Québécois, à vouloir la souveraineté?]

[ M. Charest:] Pardon?

[ Journaliste: Vous dites «cavalier seul», mais les Québécois sont nombreux à vouloir la souveraineté.]

[ M. Charest:] Je parle du Parti québécois, moi, je respecte le choix de ceux qui proposent la

souveraineté. Moi, je n'ai rien à redire là-dessus depuis le temps qu'on fait le débat au Québec, ils ont parfaitement le droit de le faire. Maintenant, politiquement, au Québec, moi, ma lecture est différente évidemment de celle du Parti québécois et de M. Landry, moi, je pense et je pense que surtout le Forum des générations l'aura démontré, la population veut qu'on fasse équipe, parler d'autres enjeux qui touchent la santé, l'éducation, la famille.

[ Journaliste: M. le premier ministre, à la dernière élection, vous parliez d'agenda caché, là, l'agenda n'est plus caché, il ne peut pas être plus clair que ça.]

[ M. Charest:] Ah bien, dans la mesure effectivement où ils disent ces choses-là, ils les proposent, bien là, les Québécois auront à apprécier le choix, qui leur est présenté lors de la prochaine élection générale, mais on est encore à quelques années, là, d'une élection générale, on a un mandat, nous, qui est loin d'être terminé.

[ Journaliste: Vous dites que vous avez un programme législatif ambitieux. En quoi il est ambitieux, votre programme législatif?]

[ M. Charest:] Services Québec, il y a une commission parlementaire sur la sécurité énergétique qui, surtout dans un contexte où le baril de pétrole se vend à plus de 50 \$, prend toute son importance; il y a les partenariats public-privé qui seront débattus également en commission parlementaire; enfin, on a des morceaux qui seront quand même...

Journaliste: Vous reconnaissez quand même que les choses se présentent de façon un peu différente de l'automne 2003, là. Ça va être un peu plus calme? ,]

[ M. Charest:] Les saisons se suivent et ne se ressemblent pas. Ça, ça va de soi, la vie est comme ça.

[ Journaliste: M. le premier ministre, les choses semblent s'envenimer avec les cols bleus de Montréal. M. Massé a dit que la décision arbitrale était un torchon. Est-ce qu'il y a des choses que Québec entend faire pour essayer de calmer le jeu ou de régulariser la situation?]

[ M. Charest:] Le gouvernement n'a rien à voir de près ni de loin avec la décision rendue par l'arbitre, rien. C'est les deux parties qui ont décidé de soumettre à un arbitre cette question. Il a rendu sa décision. Maintenant, je veux être très, très, très clair là-dessus, parce que j'ai vu des propos qui semblaient faire le lien, un lien possible entre mon gouvernement puis la décision, mais il n'y a rien, rien, rien, on n'a rien à voir là-dedans.

Cela étant dit, j'ai compris aussi qu'ils allaient faire des recours devant les tribunaux. Je laisse le soin aux parties de discuter et de vider des recours qu'ils feront devant les tribunaux.

[ Journaliste: Est-ce que le ministère du Travail peut agir comme médiateur...]

[ M. Charest:] On suit tout ça, ces dossiers-là, on les suit forcément parce que c'est des dossiers de relations de travail, et on essaie d'être utiles mais, en même temps, on ne peut pas se substituer aux parties qui négocient, alors on va suivre le dossier. On n'a rien à voir avec la décision rendue.

[ Journaliste: M. Landry a dit hier, pour revenir là-dessus, a dit hier, et je le cite, que « le dernier

référendum avait été volé par le gouvernement fédéral » dont il veut limiter considérablement l'action dans un éventuel prochain référendum. Qu'est-ce que vous en dites?]

[ M. Charest:] D'abord, premièrement, c'est insulter l'intelligence des Québécois que de prétendre que, lors du dernier référendum, ils ne se sont pas exprimés librement, parce que c'est l'équivalent de dire que la population ne s'est pas exprimée librement. Rappelez-vous que le taux de participation était à son maximum, il me semble que c'était autour de 94 %, c'est record en termes de taux de participation. Et là M. Landry, du même souffle, dit: Bien, moi, je veux dépenser l'argent des contribuables pour préparer le prochain référendum. Bien, voyons! C'est comme si...

[ Journaliste: M. Charest, est-ce que deux ministres dans la région de Québec, c'est toujours suffisant pour vous?]

[ M. Charest:] Pardon?

[ Journaliste: Deux ministres dans la région de Québec, est-ce que c'est toujours suffisant pour vous?]

[ M. Charest:] On veut donner le plus grand rôle possible à tous les députés de la région, là, parce qu'il n'y a pas juste des ministres, il y a également des députés puis il y a une très bonne députation dans la région de la Capitale-Nationale.

[ Journaliste: Est-ce qu'il y a un poids politique au sein du Conseil des ministres?]

[ M. Charest:] Le poids politique ne se mesure pas seulement au nombre, ça se mesure aussi de toutes sortes d'autres façons, et la région de la Capitale-Nationale a un poids politique important dans le gouvernement et tire bien son épingle du jeu. Et voyez l'économie de la région de la Capitale, avec un taux de chômage qui est en deçà de 5 %, c'est... ça ne s'est pas vu souvent dans la région de la Capitale-Nationale.

[ Journaliste: ...M. Landry, de vouloir utiliser les fonds publics...]

[ M. Charest:] Moi, je pense qu'utiliser les fonds publics pour une mission comme celle-là, c'est une chose que la population du Québec n'acceptera pas. Moi, je pense qu'utiliser les fonds publics pour faire la promotion de la souveraineté est...

[ Journaliste: ...]

[ M. Charest:] Parce que ça ne tombe pas sous le sens de ce qu'on attend du gouvernement du Québec et je pense que le gouvernement du Québec a d'autres priorités incluant la santé, l'éducation et les familles.

[ Journaliste: M. Bourassa l'a fait...]

[ M. Charest:] ...et voyez le résultat.